

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Relations extérieures): Monsieur le Président, je ne peux accepter cette proposition. Je ne sais pas de quoi il s'agit.

M. Crosbie: Pourquoi ne pouvez-vous pas l'accepter?

M. Pepin: Parce que je doute beaucoup que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ait formellement refusé de se présenter devant le comité. Mais je vais m'en assurer le plus tôt possible.

L'EXAMEN DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

M. Paul Dick (Lanark-Renfrew-Carleton): Monsieur le Président, après vérification auprès du greffier du comité, du chef de cabinet du ministre et de M. David Zussman, membre de son personnel—je les ai prévenus hier que je soulèverais la question aujourd'hui, même si cela me répugne en raison de la campagne à la direction du parti libéral—personne n'a pu me confirmer que le ministre pourrait se présenter devant le comité pour défendre les prévisions budgétaires de son ministère. Nous voulons l'entretenir de Petro-Canada, des pourparlers relatifs à la mer de Beaufort et des différents aspects de la politique énergétique nationale. Le ministre pourrait-il nous préciser mardi à quel moment le ministre pourra se présenter devant le comité pour défendre ses prévisions budgétaires?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Relations extérieures): Monsieur le Président, encore une fois je ne peux accepter de m'y engager, mais je vais en parler à mon collègue et m'assurer qu'il sera disponible la semaine prochaine.

* * *

LE COMMERCE INTERNATIONAL

LES QUOTAS DE CHAUSSURES IMPORTÉES

M. Bill Kempling (Burlington): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État au Commerce international. Les médias ont fait grand état de la proposition selon laquelle on continuerait à appliquer les quotas sur les chaussures qui devaient expirer le 30 novembre prochain. Sauf erreur, le ministre s'est entretenu avec des représentants de ce secteur lundi dernier et il leur a confirmé que l'application de ces quotas sera prolongée de 18 à 24 mois. Sur la foi de cette affirmation, nombre d'entreprises du secteur prennent des décisions commerciales en prévision de l'annonce que le ministre a promise pour mardi prochain. Le ministre pourrait-il nous confirmer qu'il annoncera cette journée-là le prolongement de l'application des quotas pendant 18 à 24 mois ou a-t-il plutôt l'intention de les abolir?

L'hon. Gerald Regan (ministre du Commerce international): Monsieur le Président, je ferai une annonce aussitôt que le cabinet aura pris une décision au sujet des quotas sur les chaussures. Cette question sera à nouveau soumise au cabinet mardi matin. Il est fort possible qu'on règle alors la question, mais je ne peux donner au député une garantie absolue. Je désire prendre une position bien établie le plus tôt possible, afin que les fabricants de chaussures, les importateurs, les détaillants et les autres chefs d'entreprise concernés puissent planifier en conséquence.

Questions orales

[Français]

LES RELATIONS EXTÉRIEURES

LA PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL AU SÉMINAIRE DE MONTRÉAL SUR LA PLACE DU QUÉBEC DANS LE MONDE

M. Claude-André Lachance (Rosemont): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Relations extérieures, le ministre n'est pas sans savoir que le gouvernement du Québec sera l'hôte, à Montréal, les 29 et 30 mai prochains, d'un sommet sur le Québec dans le monde. Étant donné que ce sommet ne saurait manquer de mettre en lumière les compétences fédérales complémentaires à celles du gouvernement du Québec, le ministre pourrait-il informer cette Chambre des intentions du gouvernement du Canada quant à sa participation à cet événement et quant aux modalités de cette participation?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Relations extérieures): Monsieur le Président, en effet, je peux confirmer que nous avons été invités à participer à cet événement et que nous avons accepté, en principe, les sujets pour un accord sur les modalités de la participation fédérale. Je pense que mon honorable ami sera d'accord pour accepter notre proposition, à savoir que le gouvernement fédéral ayant le plus gros de la juridiction en cette matière-là ne peut pas être traité comme un simple participant, au même niveau que le mouvement coopératif, par exemple.

Nous essayons donc de nous entendre avec le gouvernement du Québec sur cela, de façon à avoir au moins une position égale à la leur dans ce séminaire, dans ce mini-sommet. Nous négocions avec le gouvernement du Québec à ce sujet-là. Je viens d'écrire une lettre à M. Landry, justement, ce matin pour essayer de stimuler le consensus.

* * *

● (1140)

[Traduction]

LE LOGEMENT

ON DEMANDE AU MINISTRE DE PERSUADER LES BANQUES DE RÉDUIRE LEURS TAUX HYPOTHÉCAIRES

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre chargé du logement. Malgré une légère baisse du taux d'escompte de la banque centrale hier, la Banque Toronto-Dominion a augmenté d'un demi-point son taux hypothécaire pour un terme d'un an. Celui-ci a grimpé de 2.5 p. 100 depuis le 1^{er} janvier, passant de 10½ à 12¾ p. 100. Il s'ensuit que le coût moyen d'une hypothèque a augmenté de \$40,000 sur une période de 25 ans, ce qui empêche les gens ordinaires d'acquiescer un logement. Le ministre a-t-il l'intention de se servir de ses bons offices pour essayer de persuader la banque de réduire ses taux d'intérêt, de manière que les citoyens ordinaires puissent se permettre d'acheter une maison?